



BILAN

QUELS RESULTATS POUR LES EXTRÊMES-DROITES ?

#9

Un paysage contrasté mais un renforcement global de leurs positions : tel est l'image qu'offrent les forces d'extrême droite dans l'Union européenne, suite aux résultats des élections européennes du 26 mai 2019. Bilan global et tour d'horizon.

Au sein du futur Parlement européen, la plupart de ces partis d'extrême droite siègeront ensemble sous les couleurs du futur groupe « Identité et démocratie » (ID), fort de 73 eurodéputés, dont les forces dirigeantes seront le RN français et la « Ligue » italienne de Matteo Salvini. Suite à un accord avec les autres formations politiques représentées au Parlement européen, révélé le 27 juin 19, ce futur groupe d'extrême droite se verra d'ailleurs attribué pour la première fois la présidence de deux commissions du parlement : celle de l'Agriculture (où il s'emploiera à dénoncer voire détricoter la PAC, « Politique agricole commune ») et celle des Affaires juridiques.

Revenons aux résultats de l'extrême droite lors du scrutin. Certaines de ces formations voient leurs résultats électoraux progresser de manière plus ou moins fulgurante, d'un scrutin comparable à l'autre, comme notamment le parti de la Ligue en Italie avec 34,3 %, soit une progression de +28,1 % par rapport aux européennes de mai 2014, mais aussi le double du score de ce parti aux législatives italiennes du 04 mars 2018 qui lui ont ouvert les portes du pouvoir gouvernemental.

D'autres se maintiennent peu ou prou, alors que leur score avait déjà atteint un score élevé. C'est le cas du RN français, qui obtient 23,3 % des voix, mais après avoir déjà réuni déjà 24,7 % aux européennes de 2014. Cependant, alors que la participation en France a nettement augmenté (avec 50,1 % en 2019 contre 42,4 % en mai 2014), le parti de Marine Le Pen progresse tout de même en nombre absolu de voix, de 4,712 millions en mai 2014 à 5,286 millions. En rajoutant les voix de la droite souverainiste de Nicolas Dupont-Aignan - ayant accepté, en 2017, de devenir le Premier ministre de Marine Le Pen au cas où elle aurait gagné l'élection présidentielle - et des plus petites listes situées à l'extrême droite (dont celle de Florian Philippot, ex-numéro 2 du FN), qui n'obtiennent aucun siège, le total des voix atteint 6,5 millions.

Le camp gouvernemental réuni derrière Emmanuel Macron avait fait, en France, de son prétendu « duel » avec l'extrême droite le principal enjeu du scrutin, ce qui avait contribué à valiser dans beaucoup de têtes l'idée d'un « vote sanction » contre



à la loupe



Eurodéputé-es d'extrêmes-droites et affilié-es
196*

Pays où l'extrême-droite arrive en tête:
Italie / France / Hongrie

Plus fortes progression:
Danemark, Suède, Italie,
Belgique, Slovaquie

*En comptant les 14 eurodéputé-es du parti de Victor Orban encore membre du PPE malgré la suspension prononcée en mars 2019 ainsi que 47 Non-Inscrits qui proviennent de plus petites formations d'extrêmes-droites dont MSF et le Brexit Party (Ex-EFDD). Les autres groupes parlementaires rassemblent: ECR (62), ENL (73).

les politiques libérales du pouvoir... en votant pour l'extrême droite. Une idée qui a commencé à se banaliser dangereusement.

L'exemple du Danemark



Certaines forces d'extrême droite en Europe reculent, quant à elles. Le cas le plus flagrant est celui du « Parti du peuple danois » (DF ou DFP), qui a également affronté des législatives au Danemark quelques jours après le scrutin européen, le mercredi 05 juin 19. Ce qui en fait un exemple particulièrement intéressant, en analysant la situation du Danemark en tant que « pays laboratoire ». Effectivement, l'extrême droite - DF - y a été associée pendant une durée extraordinairement longue à la majorité gouvernementale, soutenant des gouvernements de droite sans pour autant occuper des ministères. Ceci était déjà le cas des législatives de novembre 2001 jusqu'à celles de septembre 2011, donc pendant dix années, puis à nouveau depuis 2015 jusqu'en juin 2019.

Ayant totalisé 26,6 % aux européennes de mai 2014 dont il était l'un des grands vainqueurs, le parti obtient 10,8 % au scrutin européen de 2019, puis 8,7 % aux législatives nationales, quelques jours plus tard.

Ce score du parti qui entretient des liens avec Marine Le Pen - son eurodéputé Anders Visitinen ayant participé, le 14 mai en Estonie à une réunion avec la présidente du RN français, le parti des « Vrais Finlandais » et la formation d'extrême droite EKRE, qui participe au gouvernement estonien depuis le 29 avril de cette année (en occupant entre autres le ministère de l'Intérieur),- mais qui a siégé au Parlement européen de 2014 à 19 dans un groupe dirigé par les Conservateurs britanniques, interroge.



Le sort électoral récent du parti danois, décevant de son point de vue, s'explique avant tout par le fait qu'il se soit retrouvé pris entre deux feux. En effet, jusqu'à récemment, Le DF ou DFP pratiquait le « soutien sans participation » (comme on dirait dans la gauche française), autrement dit, l'appui à des gouvernements de droite libérale et conservatrice sans siéger au cabinet. En tant que prix de son soutien, il a obtenu une série hallucinante de durcissements de la législation en matière d'immigration et d'asile : 114 tours de vis législatifs au total, depuis juin 2015.

Le symbole le plus emblématique était le projet de création, sur une île inhabitée dans la mer Baltique, l'île de Lindholm, d'un centre qui devait ouvrir en 2021, pour parquer des demandeurs d'asile déboutés et décrétés « indésirables » dans un bâtiment anciennement utilisé pour des recherches sur les maladies animales contagieuses : peste porcine, rage...

Toutefois, les « succès » de cette politique ignoble sont plutôt attribués, par la fraction de l'opinion publique qui y applaudit, à la droite gouvernementale.

Notamment à la ministre de l'immigration Inger Stojberg, une représentante du parti « centriste » de 46 ans, qui combine une image de modernité (ministre femme et jeune) avec des positionnements abjects sur le fond. Sur son site Internet personnel, elle avait instauré un décompte des durcissements législatifs en matière d'immigration, présentés comme autant de victoires personnelles. Ainsi, le profil du DF s'efface partiellement derrière celui d'une droite gouvernementale qui radicalise ses propres positions sur la question de l'immigration.

En même temps, le DF s'est fait voler la vedette par plus radical que lui, dans la mesure où deux nouvelles formations d'extrême droite lui disputaient la présence aux législatives du 05 juin 19 (elles n'étaient en revanche pas présentes aux élections européennes au Danemark).

Il s'agit, d'un côté, d'un parti intitulé de Nye Bogerlige, ce qui signifie au sens littéral « Nouveaux bourgeois » (Bogerlige, ou Bürgerliche en allemand, étant un terme utilisé dans toutes les langues germaniques pour désigner l'ensemble des forces politiques non marxistes ou anti-marxistes et pas uniquement la bourgeoisie au sens économique) mais qui doit se traduire, pour en saisir le sens exact, à peu près par « Nouvelle droite libérale ». Il s'agit d'un parti fondé en 2015 par l'ancienne conservatrice Pernille Vermund et quasiment tout aussi anti-immigration que DF, mais avec un profil libéral « pur sucre » en matière économique, prônant peu ou prou le darwinisme social. Et de l'autre côté, il s'agissait de la liste d'un parti intitulé Stram Kurs (« Ligne dure »), dirigé par l'avocat Rasmus Paludan jeune de 37 ans. Paludan, qui a organisé des autodafés publics du Coran et a annoncé dans un discours - sans prendre des gants - aux « ennemis étrangers » que leur sang

« inondera les rues et les villes du Danemark et terminera dans les égouts auxquels ils appartiennent », a attiré l'attention sur lui, même s'il aura fait, comme attendu, un score nettement inférieur à celui du DF. Il a été observé que dans certaines cours d'écoles, les élèves se livraient à un nouveau jeu intitulé « Paludan et les étrangers » ; facile de devenir qui doit être chasser, poursuivi ou attrapé dans ce type de jeu...

Avec 2,4 %, les « Nouveaux bourgeois » ont réussi à entrer au parlement danois (le Folketing), franchissant la barrière nécessaire des deux pour cent des voix et emportant quatre sièges. « Ligne dure », en revanche, a échoué de peu avec 1,8 % des voix, mais grâce à sa campagne électorale, ce parti a pu réunir des centaines de milliers d'euros qui lui serviront bien à financer d'autres activités et campagnes, après avoir gagné l'attention.

C'est ainsi que le parti DF s'est trouvé, en quelque sorte, pris entre deux feux. S'y ajoutent d'autres raisons pour expliquer son échec relatif. La campagne de cette année ayant eu finalement comme thématique principale la protection du climat (et de l'environnement) sur fond de mobilisation de la jeune génération sur ce problème, l'extrême droite n'y apportait tout simplement aucune réponse, quand DF ne faisait pas transparaître un « climato-scepticisme » partagé d'ailleurs par d'autres forces d'extrême droite (ainsi, au sein du parti allemand AfD, la branche de jeunesse vient de se rebeller contre la direction sur cette thématique précisément).

Par ailleurs, la social-démocratie danoise, qui constitue le principal vainqueur de ce scrutin, a elle-même adopté un discours de plus en plus dur en matière d'immigration, au nom du « réalisme », et a soutenu maints durcissements de la politique gouvernementale. En 2018, la social-démocratie appuyait ainsi la « réforme » du droit pénal qui prévoit un doublement des peines prévues pour un délit déterminé, quand la personne condamnée habite dans un « ghetto ethnique ». Une modification législative annoncée fin février 2018 et qui est, à l'évidence, ouvertement discriminatoire. Alors qu'un accord gouvernemental a été conclu, le 25 juin au soir, entre la social-démocratie danoise et trois partis de gauche et/ou écologistes, ce contrat de majorité prévoit un maintien de larges pans de la politique d'immigration durcie sous la droite. A l'exception du projet d'internement des déboutés du droit d'asile sur l'île de Lindholm qui, lui au moins, sera probablement abandonné.

L'extrême droite et la participation gouvernementale

Dans la majorité des cas où l'extrême droite a participé jusqu'à très récemment (Autriche de décembre 2017 jusqu'au 18 mai 2019, Finlande de 2015 à mars 2019) où participe actuellement (Italie, Estonie, Bulgarie) au gouvernement, cette expérience ne semble pas l'avoir discréditée au point de perdre une partie importante de son électorat.

En Italie, au contraire, l'extrême droite progresse fortement. En Finlande, où les « Vrais Finlandais » ont participé au gouvernement de 2015 jusqu'en mars 2019, ce parti - malgré la scission d'une aile plus « modérée » sous le nom de « Réforme bleue » - a obtenu 17,5 % (- 0,1 %) aux législatives en date du 14 avril 2019, auxquels il faudra ajouter 1 % pour sa scission (« Réforme bleue »). Ce score aux législatives en a fait la deuxième force politique du pays, derrière la social-démocratie avec 17,7 %. Néanmoins, au scrutin européen de fin mai 2019, les « Vrais Finlandais » obtiennent un score un peu moins élevé, avec 13,8 % représentant tout de même un gain de + 0,4 % par rapport aux européennes de 2014 ; mais ce léger écart peut aussi être dû à la nature du scrutin qui attire moins les électeurs d'extrême droite. Cependant, aux européennes, l'extrême droite n'arrive plus qu'à la cinquième place parmi les forces politiques finlandaises.

En Estonie, le parti d'extrême droite EKRE (dont le nom signifie « Parti conservateur populaire »), après avoir obtenu 17,8 % aux législatives récentes du 03 mars 2019, participe au gouvernement depuis le 29 avril, détenant notamment le ministère de l'Intérieur et le ministère des Finances. Aux européennes, ce parti obtient 12,7 % des voix estoniennes, donc moins qu'aux législatives... mais était-ce dû à la nature du scrutin ou au point de vue des électeurs sur l'entrée au gouvernement ? Nul ne saurait le dire avec précision, puisque ce parti constitue une création récente - EKRE a été fondé en 2012 -, mais comparé de scrutin européen à scrutin européen, il progresse largement puisqu'il avait obtenu 4,0 % des voix aux européennes de mai 2014, gagnant donc + 8,7 % en mai 2019.

Concernant la Bulgarie, la comparaison est difficile puisqu'aux législatives de mai 2017, trois partis d'extrême droite et/ou de droite extrême s'étaient présentés ensemble sur une liste unique baptisée « Patriotes Unis » (OP), obtenant alors 9,3 % des voix. Celle-ci regroupait les partis Ataka, le « Front national pour le salut de la Bulgarie » (NSFP) et le VMRO - Mouvement national bulgare. C'est suite à cette élection que l'extrême droite est entrée dans le gouvernement de coalition « Borissov III » dirigé par un parti de centre-droit, où l'extrême droite a obtenu le ministère de la Défense (aussi « chargé de l'Ordre public et de la Sécurité »), celui de l'Economie « et du développement démographique » ainsi que le ministre de l'Environnement. Or, aux européennes de mai 2019, l'extrême droite et/ou droite extrême s'est présentée avec plusieurs listes : la « Coalition Volya » (3,6 %), le parti Ataka (1,4 % des voix) et le « Front national pour le salut de la Bulgarie » (NSFP) avec 1,3 %. Aucune de ces listes n'obtient des sièges au Parlement européen. Le prix de la désunion, de l'instabilité... ?

Autriche : pas beaucoup mieux, malgré l'implosion du gouvernement



Dans le cas de l'Autriche, la révélation récente d'une vidéo qui a rendu publiques des pratiques de corruption et la recherche d'une mainmise sur les médias - l'ancien président du FPÖ, Heinz-Christian Strache, et le président adjoint Johann Gudenus avaient été piégés par une caméra cachée lors d'un séjour dans une villa sur l'île d'Ibiza ; les deux ont immédiatement démissionné - n'a pas tant que ça nuise au parti d'extrême droite. Ceci alors même que la révélation de cette vidéo par deux médias allemands de fort tirage, SPIEGEL et Süddeutsche Zeitung, le vendredi 17 mai 2019, a fait exploser la coalition gouvernementale dès le lendemain.

A l'heure où nous publions, les conditions de réalisation de la vidéo n'ont pas été éclaircies, surtout l'identité de ses instigateurs, ni la réponse à la question de savoir pourquoi les images tournées en juillet 2017 n'ont été utilisées qu'en mai 2019.)

Droite et extrême droite, ÖVP - Parti du peuple autrichien - et FPÖ ou Parti de la liberté d'Autriche, avaient gouverné ensemble depuis la mi-décembre 2017, comme ils l'avaient déjà fait de février 2000 jusqu'au printemps 2005 (départ du FPÖ mais maintien de ses ministres) ou 2006 (départ des ministres FPÖ suites aux législatives). Or, les révélations de la vidéo avaient mis en rage le chancelier - chef de gouvernement - Sebastian Kurz ; même si ce n'était probablement pas tant à cause des pratiques mafieuses et autoritaires du FPÖ que la vidéo montrait clairement, mais parce qu'il pouvait entendre son vice-chancelier Strache se moquer sur sa supposée homosexualité, faisant l'objet de rumeurs très répandues dans le pays.

Les deux dirigeants d'extrême droite filmés en caméra cachée ne s'étaient privés d'afficher, lors de leur conversation, leur moquerie homophobe à ce propos et d'en envisager une exploitation politique. Or, l'homophobie n'était pas l'unique ignominie de leurs propos. Les deux dirigeants du FPÖ filmés se répandaient, en effet, sur leur volonté de créer « un paysage médiatique à la Viktor Orban ».

Une idée qu'ils dessinent en détail, avec un rachat des médias influents par des proches du pouvoir ou futur pouvoir (quitte à ce qu'il s'agisse d'un oligarque russe puisque dans la vidéo, ils croient parler à la nièce d'un tel oligarque) puis une gestion ciblée des journalistes à promouvoir ou à licencier : « Zack ! Zack ! Zack ! ». Les deux dirigeants du FPÖ déclarent qu'ils en espèrent que leur parti fasse, à l'avenir, « 34 % et non 27 % ». Par ailleurs, ils évoquent l'idée de confier la gestion, lucrative, des autoroutes autrichiennes - pays par lequel transitent de nombreux touristes - aux mêmes amis oligarques, dans le cadre de ce qui ressemblerait à une privatisation mafieuse.

Le numéro deux du gouvernement Heinz-Christian Strache a donc préféré démissionner immédiatement, en mettant son « erreur » sur le compte de l'alcool. Sa démission a été suivie du limogeage de tous les ministres FPÖ, dès le 18 mai 2019, à huit jours du scrutin européen. Or, la « punition » électorale largement attendue n'a pas vraiment eu lieu, ou alors avec une ampleur très limitée. Le FPÖ perd ainsi -2,5 % des voix par rapport aux européennes de 2014, mais se maintient à 17,2 %, limitant ainsi considérablement la casse. - Le FPÖ avait en revanche obtenu 26 % des voix aux législatives nationales du 15 octobre 2017, mais il a toujours connu des scores inférieurs aux européennes, comparés à ceux des scrutins nationaux ; et il avait aussi légèrement baissé dans les sondages entre octobre 2017 et mai 2019, avant l'éclatement du scandale, figurant autour de 23 % sur la scène de la politique intérieure. En avril 2019, la révélation publique de liens entre le FPÖ et la mouvance identitaire autrichienne, elle-même ayant reçu des dons financiers de l'assassin anti-musulman de Christchurch en Nouvelle-Zélande avant son passage à l'acte du 15.03.19, avaient fait baisser le niveau du FPÖ dans les sondages. Une bonne partie de son électorat considère manifestement que tout ce qui a été révélé sur le parti à travers la désormais célèbre vidéo est plus ou moins négligeable, parce qu'utilisé et instrumentalisé par ses adversaires. Par ailleurs, une rumeur antisémite, voulant faire croire qu'il s'agissait d'une manipulation juive, a enflé dans une fraction de l'opinion publique, surtout à la base du FPÖ

La social-démocratie autrichienne aura indirectement contribué au succès de la théorie du complot développée par le FPÖ et à sa tentative de victimisation. En 2017, elle avait eu la mauvaise idée d'utiliser - pendant la campagne des législatives en Autriche - quelques manipulations, aussitôt révélées, contre le FPÖ, sous forme de la création de faux sites Internet censés jeter le discrédit sur lui. Le SPÖ (parti social-démocrate autrichien) avait, en plus, choisi de faire endosser les manipulations dont il était l'instigateur par un personnage israélien, alimentant ainsi - involontairement mais de manière totalement maladroite - les fantasmes antisémites qui existaient, de toute manière, dans l'électorat du FPÖ tout comme dans le parti lui-même.

Le fait que ces manipulations sur Internet aient été confiées en sous-traitance (pour le compte du SPÖ) à un consultant israélien, Tal Silberstein, a ainsi été utilisé par le FPÖ de façon perverse pour insinuer l'existence d'un complot juif ou judéo-socialiste qui serait dirigé contre lui. Le même Tal Silberstein, devenu célèbre - malgré lui - en 2017, est maintenant cité à un rythme frénétique dans les milieux du FPÖ. Ceci alors que sa participation au piège tendu à Strache n'est nullement démontrée. En effet, selon les premiers indices publiés par la presse autrichienne, la réalisation de la vidéo (en caméra cachée) sur l'île d'Ibiza serait d'ailleurs plutôt liée à des conflits internes au parti, dont une fraction reproche à la direction l'orientation pro-russe et pro-serbe qu'elle adopte depuis une bonne dizaine d'années, pas

assez pro-occidentale à son goût.

Enfin et à défaut de pouvoir publiquement attribuer toute la faute des dirigeants du parti (qui ont bien avoué avoir tenus les propos que l'on entend dans la vidéo) à un complot juif, les partisans du FPÖ considèrent que « les autres partis ne font pas mieux, de toute façon ». Dans les sondages réalisés en vue du scrutin législatif programmé en Autriche pour septembre 2019, le FPÖ perd légèrement par rapport à l'avant-18 mai 2019, mais la social-démocratie perd nettement plus de voix, et la droite du ÖVP, qui avait ouvert les portes du gouvernement à l'extrême droite, apparaît comme la grande gagnante. Ainsi, dans un sondage publié le 06 juin 2019, le FPÖ figure à 21 %, ce qui est loin de constituer un score ridicule. En avril 2019, peu de semaines avant l'éclatement du scandale autour de la « vidéo Ibiza », ce même parti figurait à 23 % dans les sondages. Il limite donc visiblement les pertes.

La social-démocratie autrichienne baisse considérablement, à 20 % des intentions de vote - contre 26,9 % encore en octobre 2017 -, alors que la droite ÖVP monte en flèche à 37 % (contre 31,5 % en octobre 2017). Affaire à suivre... !

Belgique : Retour de l'extrême droite



En Belgique, l'extrême droite du Vlaams Belang (VB,), avec 19,1 % en Flandre pour les européennes et 18,7 % pour les législatives belges tenues le même jour, revient aujourd'hui en force. Ceci après avoir subi des pertes importantes au profit de la droite nationaliste bourgeoise de la N-VA (Nouvelle Alliance flamande) au cours de la décennie. Il est vrai que le VB avait déjà atteint ce niveau dans le passé, obtenant p.ex. 19,7 % des voix en Flandre lors des législatives belges en 2007. Mais à partir du début de cette décennie, en apparence, le rouleau compresseur de la N-VA - un nouveau parti de la droite dure, fondé en 2001, qui se trouvait alors en pleine ascension - avait laminé la concurrence d'extrême droite.

Or, la N-VA ayant participé au gouvernement fédéral belge depuis 2014, se trouve en perte de vitesse comme tous les partis de l'ancien gouvernement, qui avait d'ailleurs échoué en décembre 2018 sur l'attitude dure de la N-VA par rapport aux « Pacte sur les droits des migrants », un texte juridique non contraignant et d'ordre largement symbolique signé lors d'un sommet des Nations Unies à Marrakech, le 10.12.2018 et signé par la majorité des Etats européennes (hors Autriche, Hongrie, Pologne...). Alors que la majorité au sein de gouvernement était prêt à signer cet accord international, perçu comme « sans risque », la N-VA était prête à faire éclater la coalition gouvernementale sur cette question.

Or, la N-VA comme la totalité des autres partis ayant participé à ce gouvernement se trouvent aujourd'hui en

baisse, que ce soit la N-VA (aux législatives : 25,5 % ou - 7,7 % en Flandre, le parti n'existant pas dans la partie francophone du pays), les libéraux flamands (13,5 % en Flandre, - 2,3 %), les libéraux francophones (20,5 % en Wallonie, - 7,4 %) ou encore les chrétiens-démocrates flamands (14,2 % en Flandre, - 4,8 %). Le parti néofasciste, Vlaams Belang, constitue ainsi le seul grand gagnant en Flandre, avec un gain de + 12,7 % des voix, alors que la paysage politique en Wallonie est totalement différent, le principal gagnant en Wallonie aux législatives étant d'ailleurs... un parti ex-maoïste, le PTB (13,8 %, + 7,9 %).

Pour la première fois, le roi des Belges a d'ailleurs associé le VB aux consultations pour la formation d'un gouvernement (qui s'annonce très compliqué entre partis flamands et francophones), même s'il apparaît très improbable que le VB emporte une quelconque position gouvernementale à la fin des tractations partisanes qui seront longues.

Allemagne : dualisme entre les deux parties du pays



En Allemagne, le principal parti d'extrême droite - AfD, « Alternative pour l'Allemagne » - a obtenu 11,0 % aux élections européennes. Ce qui signifie une progression du parti par rapport à son score au scrutin européen de mai 2014 (qui était alors situé à 7,1 %) ; or, le parti, fondé en février 2013, n'avait alors pas encore eu beaucoup d'existence.

Si l'on compare cependant ce résultat à celui des législatives allemandes de septembre 2017, AfD se trouve en recul, puisque l'extrême droite avait alors obtenu 13 % des voix dont 12,6 % pour sa principale formation, auxquelles il fallait ajouter 0,4 % pour le NPD. Ce vieux parti d'extrême droite (fondé en novembre 1964), qui adopte depuis quelques années un profil plus « radical » voire néonazi, a réalisé un score de 0,3 % aux européennes de mai 2019 et a ainsi perdu son siège unique d'eurodéputé qu'il avait gagné en mai 2014, avec 1,0 % des voix.

Or, l'extrême droite allemande a toujours obtenu, ces dernières décennies, des scores supérieurs aux élections européennes comparés à ceux aux législatives nationales (fédérales), puisque les barrières y apparaissent moins élevées, dont celle du « vote utile ». Cette dernière avait souvent empêché des partis d'extrême droite, qui venaient de se constituer, d'accéder au Bundestag ou parlement fédéral, ralentissant ou anéantissant ainsi leur ascension. C'était le cas du NPD aux législatives en 1969 - avec 4,3 % des voix au lieu des cinq pour cent requis -, du parti d'extrême droite Die Republikaner (fondé en 1983) aux législatives en 1990 et 1994 avec respectivement 2,1 % et 1,9 %, puis du parti AfD lui-même lors du premier scrutin législatif national auquel il participa (4,7 % des voix aux législatives fédéral de septembre

2013). Pour cette raison, les formations d'extrême droite en Allemagne ainsi que leur électorat ont toujours massivement misé sur les élections européennes, qui se tiennent sur l'ensemble du territoire fédéral le même jour - ce qui n'est le cas en Allemagne ni pour les municipales ni pour les régionales - et qui leur paraissent en règle générale plus « accessibles ».

Vu sous cet angle, le score du parti AfD réalisé fin mai 2019 n'est pas un franc succès. Il reflète en tout cas un ralentissement, voire une stagnation dans la progression de ce parti qui, jusque-là, semblait se trouver dans une ascension constante (jusqu'à 2018 en tout cas). Ceci est dû à plusieurs facteurs, dont font partie d'importants scandales de financement illégal auquel le parti AfD est confronté, mais aussi l'absence de réponse un tant soit peu crédible de sa part aux interrogations - surtout dans la jeune génération - sur la crise climatique et écologique, un facteur déjà mentionné plus haut.

Cependant, cette stagnation ne doit pas dissimuler des inégalités territoriales importantes entre ses scores, qui s'élèvent grosso modo à 20 % en moyenne dans la partie de l'Allemagne située à l'Est (en ex-RDA), alors qu'ils plafonnent à un moins de 10 % en Allemagne de l'Ouest (ou ex-RFA). En Saxe, le parti d'extrême droite constitue la première force politique - comme c'était déjà le cas aux législatives de septembre 2017 -, avec, aux européennes de mai 2019, un résultat de 25,3 % pour AfD (+15,2 % par rapport à 2014) et 23,0 % pour la CDU (-11,5 % par rapport à 2014).

Cette région, berceau du mouvement extraparlémentaire anti-immigration « PEGIDA » (signifiant:« Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident »), actif surtout en 2014 et 2015, a ses particularités politiques. Toujours est-il que dans l'ensemble des régions de l'ex-Allemagne de l'Est, le paysage est structurée de manière similaire dans la mesure où la droite classique (CDU) et l'extrême droite (AfD) constituent les deux premières forces politiques. Mais en règle générale, c'est la CDU qui occupe la première place, sauf en Saxe et dans le Brandebourg où elle incombe au parti AfD (avec 19,9 % dans le Brandebourg et 18,0 % pour la CDU).

Or, le hasard du calendrier politique veut que les prochaines élections importantes qui se tiendront en Allemagne, à savoir les scrutins régionaux prévus pour le reste de l'année 2019 dans trois Länder ou Etats-Régions, auront toutes les trois lieux dans la partie Est de l'Allemagne : ce sera d'abord en Saxe et au Brandebourg le 1er septembre prochain, puis en Thuringe le 27 octobre 2019. Ce qui laisse craindre le pire scénario politique, comparé à celui envisageable dans toutes les autres régions allemandes. En Saxe, AfD vient d'ailleurs de rater de relativement peu son premier poste de maire, qu'il avait visé dans la commune de Görlitz. Dimanche 16 juin 2019, au second tour de l'élection municipale, son candidat, le policier Sebastian Wippel, obtient un peu moins de 45 % des voix contre 55 % pour le

candidat de la CDU, Octavian Ursu, né en Roumanie. Au premier tour, c'était Sebastian Wippel qui avait obtenu la première place avec un peu plus de 36 %.

Aux élections européennes, AfD a attiré les votes de 14 % des hommes, mais seulement 8 % des femmes. En termes d'âge, son électorat est sous-représenté dans le groupe des 18 à 24 ans (avec seulement 7 %), ce qui semble être au moins partiellement lié à l'importance des questions écologique et climatique dans cet électorat, mais aussi parmi les « seniors » (9 % des voix au-delà de 60 ans), ce qui paraît lié à une faible attractivité de ses propositions en matière de retraites. AfD reste un parti dont le programme électoral ultra-libéral, dominant dans la première phase (de 2013 à 2015), a en partie disparu au profit d'un discours électoral se voulant « social », mais transparaît toujours. La courant favorable au libéralisme économique s'y exprime nettement plus fortement que, par exemple, au RN français. Le vote AfD est avant tout porté par un électorat économiquement actif et marqué par une peur du déclassement, montant à une moyenne de 12 % parmi les 30 à 44 ans puis jusqu'à 13 % parmi les 45 à 59 ans. Cela englobe notamment une partie des ouvriers qualifiés, ces « Facharbeiter » en Allemagne ayant une position nettement plus forte que n'importe quel segment du salariat ouvrier en France. Mais l'électorat AfD mord sans aucun doute aussi sur d'autres couches du salariat allemand. Le vote pour AfD parmi les ouvriers et ouvrières (ayant le droit de vote et ayant participé au scrutin) serait de 23 %, il serait de de l'ordre de 21 % parmi les chômeurs et chômeuses et de 12 % parmi les « indépendant-e-s et professions libérales », une catégorie qui mélange cependant le petit patronat avec des professions intellectuels (médecins, avocat-e-s).

Espagne : Percée limitée du parti « Vox »



Au royaume d'Espagne, le parti d'extrême droite « Vox », créé en décembre 2013 à partir d'une scission à droite du PP (« Parti populaire », conservateur et post-franquiste), a connu récemment ses premiers succès électoraux. Avec 11 % des voix obtenues lors des élections régionales en Andalousie en décembre 2018 - qui donnèrent une représentation parlementaire à un parti d'extrême droite pour la première fois depuis la fin du franquisme au pouvoir -, puis 10,3 % lors des élections législatives générales du 28 avril 2019, une nouvelle percée du parti était attendue aux européennes. Or, si « Vox » a en effet réussi à entrer au Parlement européen où il occupe désormais trois sièges, son score du scrutin européen (6,2 %) reste néanmoins plus limité que lors des élections régionales et législatives qui l'avaient précédé.

Ce parti pratique un discours anti-immigration et anti-islam mais préconise aussi une forte recentralisation de l'Espagne au détriment des régions - tout en s'opposant avec virulence à l'indépendantisme en Catalogne - ;

son combat frontal contre les droits reconnus aux femmes (et contre la législation à propos des violences faites aux femmes) constitue une spécificité de « Vox ». Le parti siègera au futur Parlement européen ensemble avec les conservateurs polonais du PiS dont il sera question dans les prochains paragraphes..

Hongrie et Pologne : les partis gouvernementaux dominent leurs adversaires



Un mot est nécessaire sur la situation en Pologne, bien que les partis qui y occupent la partie de droite et très à droite de l'échiquier politique ne soient pas d'extraction fasciste, mais des partis bourgeois et conservateurs idéologiquement radicalisés à droite.

Cela les distingue de partis ayant clairement une filiation historique avec le fascisme, tels que le FN // RN français - fondé en 1972 mais dont la création est impensable sans l'argent, la logistique et les modèles du néofascisme italien (parti MSI) fondé en 1946 - ou le FPÖ autrichien. Ce dernier étant un parti fondé en 1955-56 mais uniquement parce que le contrôle des Alliés interdisait, de la fin de la guerre en 1945 jusqu'au Traité de neutralité conclu en 1955, les anciens militant nationaux-socialistes de revenir en politique. Le premier dirigeant du FPÖ a été Anton Reinthaller, ministre de l'Agriculture dans le gouvernement nazi autrichien qui acta en 1938 l'annexion ou Anschluss à la « Grande Allemagne », puis secrétaire d'Etat à l'Agriculture dans le cabinet d'Adolf Hitler jusqu'au 08 mai 1945. Cette filiation historique n'est pas celle de tous les partis d'extrême droite actuellement présents en Europe, certains étant de création bien trop récente, mais elle est partagée par la plupart des partis d'extrême droite ayant suffisamment d'ancienneté pour avoir absorbé des militants ou des dirigeants du fascisme (ou nazisme) historique (FN // RN ; FPÖ ; Vlaams Blok devenu Vlaams Belang en Belgique..).

En Hongrie, c'est le parti FIDESZ du Premier ministre (au pouvoir de 1998 à 2002 puis depuis 2010) qui met en œuvre une politique nationaliste, autoritaire et anti-immigration en faisant fi de toute notion des droits de l'homme. Les atteintes constatées à la Liberté de la presse et à l'indépendance de la Justice ont valu à la Hongrie le déclenchement, par la Commission européenne, d'une procédure en violation des traités de l'Union européennes. Néanmoins, il garde une base sociale et électorale, ce qui est partiellement lié au fait qu'il montre des velléités protectionnistes (contre une influence trop importante du capital allemand ou nord-américain), lui donnant une apparence d'opposant au libéralisme débridé. Mais aussi au fait que la social-démocratie hongroise est à la fois l'ancien parti au pouvoir sous le « socialisme réel » d'avant 1989 - largement transformé depuis -, mais aussi le parti qui a tant libéralisé et privatisé entre 2002 et 2010.

En Pologne, une politique comparable, ici teintée d'une forte dose de cléralisme catholique, est mise en œuvre par le parti PiS (« Droit et justice »), au gouvernement – seul – depuis 2015 après avoir participé antérieurement à plusieurs coalitions.

Or, ces deux partis, non seulement ne partagent pas la filiation en partie fasciste de l'extrême droite incarnée entre autres par le FN // RN français, mais ne siègent pas avec les mêmes alliés au Parlement européen, non plus. Le FIDESZ y siège parmi le Parti populaire européen (PPE) qui comporte aussi les eurodéputés du parti LR français ou de la CDU/CSU allemande. Certes, le groupe PPE l'a « suspendu » en mars 2019, mais cela lui a évité l'exclusion, et le parti hongrois espère y revenir... tout en tirant le groupe plus à droite. (Le candidat François-Xavier Bellamy – tête de liste du parti français LR – s'était d'ailleurs prononcé, le 05 mars 2019, pour le maintien du FIDESZ hongrois au sein du groupe. Un reflet de la radicalisation idéologique de la droite classique française, celle censée être « républicaine » ?

Le PIS polonais, quant à lui, a siégé pendant la mandature 2014 à 2019 du Parlement européen avec le groupe des « Conservateurs et réformateurs européens », alors dirigé par les Conservateurs britanniques (Tories). Le parti polonais a ensuite décidé, suite au scrutin de fin mai 2019, de continuer à siéger au sein de ce groupe, qui ne sera cependant plus dirigé par les conservateurs britanniques – ces derniers étant très affaibli depuis le dernier scrutin, et se préparant par ailleurs au « Brexit », la sortie britannique de l'Union européenne –, ce qui aura a priori pour résultat que le parti polonais dirigera à l'avenir le groupe qui compte 62 eurodéputés (donc un peu moins que le groupe d'extrême droite « Identité et démocratie » qui, lui, réunit 73 membres du Parlement européen).

Y siègent aussi – aux côtés des conservateurs polonais – la N-VA belge (droite dure flamande), mais aussi les « Démocrates suédois » (SD) qui constituent, eux, clairement un parti d'extrême droite, voire étaient une formation néonazie lors de leur fondation en 1988. Ces deux formations avaient déjà fait partie du même groupe pendant la précédente législature, 2014 – 2019. Le parti espagnol « Vox » et le « Forum pour la démocratie » néerlandais (FvD ; voir plus loin en bas) les ont désormais rejoint, après les élections européennes de fin mai 2019.

Ni le FIDESZ hongrois ni le PiS polonais ne siègeront donc avec le RN français, la « Ligue » italienne, le FPÖ autrichien et leurs autres alliés dans leur futur groupe qui sera baptisé « Identité et démocratie ». Une des raisons réside aussi dans le fait que ces deux partis est-européennes reprochent à Marine Le Pen, à Matteo Salvini et aux dirigeants du FPÖ autrichien leur trop grande proximité, politique et éventuellement aussi financière, avec le pouvoir russe.

Dans leurs pays respectifs – Pologne et Hongrie –, les deux partis, PIS et FIDESZ, ont réalisé des scores qui les reconfortent. Aux élections européennes de 2019, FIDESZ a obtenu pas moins de 52,6 % des voix (+ 1,1 % par rapport au scrutin européen de 2014 et nettement supérieurs à ses scores législatifs nationaux, le dernier en date de 2018 étant de 49,3 %). Il fait plier ainsi tous ses adversaires, libéraux, de gauche, mais aussi le parti fasciste et antisémite « Jobbik » qui le concurrence sur l'extrême droite, avec un certain succès jusqu'ici mais qui baisse à 6,3 % des voix (- 8,3 % par rapport aux européennes de 2014).

En Pologne, le parti PiS obtient aux européennes 45,4 % (+ 13,6 % par rapport au scrutin de 2014), ce qui est aussi supérieur à son score de vainqueur aux législatives nationales en 2015 où il avait réalisé 37,6 % des voix. Ce qui le place en position favorable avant les prochaines législatives qui devraient se tenir en octobre ou novembre 2019.

Royaume-Uni, Pays-Bas et Grèce : Une force d'extrême droite ou de droite extrême peut en remplacer une autre

A titre de dernière remarque, il doit être observé que dans certains pays, où une force d'extrême droite – ou alternativement de droite extrême – semble avoir échoué à remplir la « mission » politique dont elle était investie aux yeux de ses électeurs et électrices, celle-ci a pu être tout simplement remplacée par un autre.

Ainsi aux Pays-Bas, où le dirigeant incontesté et incontestable du « Parti pour la liberté » ou PVV – dont il est juridiquement l'unique membre –, Geert Wilders, n'a pas vraiment réussi à capitaliser la position de force qu'il avait gagnée en étant associé à une majorité parlementaire de 2010 à 2012, sur le mode du « soutien sans participation ». Après avoir soutenu un gouvernement à dominante chrétienne-démocrate et libérale, il le fit échouer sur une question d'augmentation de l'âge de la retraite ; mais il n'a pas semblé réussir à tirer profit du soutien qu'il avait apporté au gouvernement antérieur, ni de la crise qu'il provoqua ensuite. Après quelques années de stagnation de ses résultats électoraux, il échoue cette année aux européennes, n'emportant aucun siège avec 3,5 % des voix (une perte de - 9,8 %). Il ne pourra ainsi plus siéger dans un groupe commun avec Marine Le Pen, comme c'était le cas auparavant. Sa place politique a été en bonne partie prise par un nouveau parti fondé en 2016 par Thierry Baudet, lui aussi anti-immigration et (plutôt) critique envers l'Union européenne, mais apparaissant plus policé, surtout nettement plus libéral en matière économique. Il s'agit du « Forum pour la démocratie » (FvD). Lui siégera dans le même groupe que le PiS polonais et les Conservateurs britanniques, non pas avec le RN français ou la Ligue italienne, après avoir obtenu 11 % des voix néerlandaises aux européennes.

Si on tient compte du fait que le PVV néerlandais avait lui-même occupé, à partir de 2006, l'espace politique laissé vacant par la « Liste Pim Fortuyn » - grand gagnant des législatives en 2001, mais qui a implosé peu de temps après, suite à une gestion chaotique et l'incompétence de sa participation au gouvernement -, c'est déjà la troisième formation politique anti-immigration qui occupe ce terrain idéologique.

Une chose similaire s'est produite au Royaume-Uni, bien que le parti concerné soit plutôt un parti de droite classique radicalisée qu'une formation d'extrême droite « pur jus ». En effet, aux européennes de mai 2014, le « Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni » (UKIP), formation au discours souverainiste mais aussi de plus en plus anti-immigration, fondé par l'ancien conservateur thatcheriste et boursicotier Nigel Farage, avait été le grand vainqueur au Royaume-Uni avec 26,6 % des voix ; ça correspondait à l'époque à un gain de +10,6 % par rapport aux européennes de 2009, et donnait au UKIP la place de première force politique dans ce scrutin. Or, après le vote majoritaire pour le « Brexit » - la sortie britannique de l'Union européenne - lors du référendum du 23 juin 2016, la dynamique historique de l'UKIP est arrivée à l'épuisement. Le vote favorable au « Brexit » a réalisé sa principale revendication (bien que sur le plan de la Realpolitik, il n'ait pas encore été mis en œuvre à l'heure où nous bouclons), mais l'UKIP est ensuite tombé dans un état de désorientation stratégique, connaissant plusieurs chefs successifs malchanceux. Cependant, à quatre mois des élections européennes de mai 2019 seulement, son ancien président Nigel Farage créa un nouveau parti, tout simplement appelé le « Parti du Brexit ». Ce dernier se concentre presque uniquement sur la seule revendication de la réalisation du « Brexit », ses cadres fondateurs reprochant d'ailleurs à leur ancien parti (UKIP) d'avoir adopté récemment un discours trop centré sur l'islam et trop ouvertement proche de l'extrême droite « classique ». Avec 30,7 % et la place de première force politique britannique lors du scrutin européen de 2019, le « Brexit party » a totalement marginalisé l'UKIP maintenu ou résiduel - qui tombe à 3,2 % des voix seulement (-23,4 %) -, mais aussi les Conservateurs, très divisés sur leur ligne en matière de Brexit. Toujours est-il qu'en raison du mode de scrutin britannique, et l'UKIP et

son successeur de fait restent pour le moment exclus de la scène parlementaire nationale. Ce qui pourrait éventuellement changer dans un proche avenir, la crise des Conservateurs britanniques aidant...Evoquons aussi le cas, relativement atypique, de la Grèce. En 2011, le parti d'extrême droite LAOS (« Alerte du peuple orthodoxe »), qui était alors représenté à l'Assemblée nationale grecque, avait eu la mauvaise idée d'entrer au gouvernement au moment de la politique des « Memorandums » pour co-gérer - au nom de la raison d'Etat et de « l'intérêt de la nation » - l'austérité et les coupures sociales brutales. Aux législatives suivantes, en mai et juin 2012, le score du parti LAOS se trouvait réduit de moitié. C'est alors un autre parti d'extrême droite, existant depuis 1985 mais resté totalement groupusculaire jusque-là, qui prit le devant de la scène : « Aube dorée » (XA), obtenant 7 % des voix en 2012. La particularité de ce mouvement, qui le distingue des partis du type du RN français ou du FPÖ, est qu'il apparaît ouvertement comme une secte hitlérienne, se revendiquant assez explicitement de ses affinités avec le nazisme historique, et aspire à pratiquer la terreur de rue dans le style des années 1920 et 1930. Occupant le vide politique, « Aube dorée » put néanmoins temporairement prospérer. Mais la mise en prison de la majeure partie de sa direction en 2014, pour avoir été indéniablement impliqué dans l'assassinat du chanteur Pavlos Fyssas (17.09.2013), lui a compliqué la donne, et le parti est entré dans une sorte d'impasse stratégique. Aux européennes de mai 2019, « Aube Dorée » tombe ainsi à 4,9 % des voix (- 4,5 % par rapport à mai 2014) et perd un de ses trois sièges d'eurodéputés. Cependant, en même temps, une autre force a émergé à l'extrême droite avec le parti « Solution grecque » (EL), fondé en 2016 par un ancien membre du LAOS. Il s'agit d'un parti qui avait aussi temporairement accueilli en 2017 - avant une rupture intervenue un mois plus tard - un ancien député du parti « Aube dorée ». Concernant « Solution grecque », il est attendu que ce parti s'affilie au futur groupe au Parlement européen qui sera mis en place par Marine Le Pen et Matteo Salvini sous le nom programmatique « Identité et démocratie ».

Ces exemples montrent clairement que le déclin, voire la disparition d'une force d'extrême droite ne signifie pas nécessairement la disparition de son idéologie dans la société, en même temps que celle de la structure.

Conclusion

Si l'extrême droite n'a pas enregistré le triomphe initialement annoncé auparavant par Marine Le Pen ou Matteo Salvini - qui avaient fait miroiter la perspective d'une force représentant un tiers du futur Parlement européen, alors que leur groupe « Identité et démocratie » regroupe finalement environ 10 % des eurodéputé-e-s (73 sur 751 ; le nombre total de sièges passera à 705 une fois que le « Brexit » aura été activé) -, leur présence reste importante.

A côté du groupe « ID », il y aura celui qui réunit entre autres les nationaux-conservateurs polonais, la N-VA (droite dure nationaliste flamande) de Belgique et les « Démocrates suédois » (SD, anciens alliés de Marine Le Pen en 2013), qui totalise 62 eurodéputé-e-s. Les combattre, leurs partis tout comme leurs idées, reste une nécessité de tous les jours.



@assovisa



association visa



www.visa-isa.org

